

# Corrigé détaillé — Bac SES 2026

## Amérique du Nord — Jour 2

Sujet : « L'action des pouvoirs publics pour lutter contre le changement climatique est-elle efficace ? »

### Introduction rédigée

Le changement climatique constitue aujourd'hui un enjeu majeur à l'échelle mondiale. L'augmentation des émissions de gaz à effet de serre provoque un réchauffement climatique ayant des conséquences environnementales, économiques et sociales importantes : multiplication des événements climatiques extrêmes, montée du niveau des océans ou encore perturbation des activités humaines. Face à cette situation, les pouvoirs publics mettent en place différentes politiques destinées à réduire les émissions polluantes : fiscalité écologique, marchés de quotas carbone, réglementations environnementales ou encore investissements dans la transition énergétique. Cependant, malgré ces politiques, les émissions mondiales restent très élevées et progressent fortement dans plusieurs pays. On peut alors se demander si l'action des pouvoirs publics contre le changement climatique est réellement efficace.

### I. Les pouvoirs publics disposent de plusieurs instruments pour réduire les émissions

Les pouvoirs publics peuvent d'abord agir grâce à des instruments économiques visant à modifier les comportements des agents économiques. La fiscalité environnementale constitue un premier levier important. Les taxes écologiques augmentent le coût des activités polluantes afin d'inciter les ménages et les entreprises à adopter des comportements moins émetteurs de CO<sub>2</sub>. Lorsqu'une énergie polluante devient plus coûteuse, les agents économiques sont incités à réduire leur consommation ou à investir dans des technologies plus propres. Les pouvoirs publics utilisent également des marchés de quotas d'émission. Dans ce système, les entreprises reçoivent ou achètent des droits à polluer. Si elles dépassent leurs quotas, elles doivent acheter des droits supplémentaires. Les États peuvent aussi agir par la réglementation : normes environnementales, obligations de rénovation énergétique, limitation des véhicules thermiques ou soutien aux énergies renouvelables. Ainsi, les politiques publiques cherchent à modifier les comportements en rendant la pollution plus coûteuse et les comportements écologiques plus avantageux.

### II. Les politiques climatiques peuvent produire des résultats réels

Les documents montrent que certaines politiques publiques permettent effectivement de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Plusieurs pays développés ont réussi à diminuer leurs émissions depuis les années 1990. Ces résultats montrent que les politiques climatiques peuvent être efficaces lorsqu'elles s'inscrivent dans la durée. Plusieurs facteurs expliquent ces résultats : développement des énergies renouvelables, amélioration de l'efficacité énergétique, fermeture progressive de certaines centrales à charbon, investissements dans les transports moins polluants et progrès technologique. Les politiques publiques peuvent également stimuler l'innovation verte. Les entreprises investissent davantage dans les technologies propres lorsque les réglementations environnementales deviennent plus strictes. Enfin, les accords internationaux jouent un rôle important. Les États s'engagent dans le cadre des COP et de l'Accord de Paris à réduire leurs émissions et à financer la transition climatique.

### III. Mais l'efficacité des politiques climatiques reste limitée

Malgré certains progrès, les émissions mondiales continuent d'augmenter fortement dans plusieurs régions du monde. Ces hausses s'expliquent notamment par : la forte croissance économique, l'industrialisation rapide, l'augmentation de la consommation énergétique et la dépendance aux énergies fossiles. Les politiques climatiques rencontrent aussi des limites économiques et sociales. La transition écologique peut entraîner des coûts importants pour les entreprises, une hausse des prix de l'énergie ou encore des tensions sociales. Le changement climatique pose également un problème d'action collective internationale. Chaque pays peut être tenté de laisser les autres faire les efforts nécessaires tout en continuant lui-même à polluer. On parle alors de stratégie de passager clandestin. Les accords internationaux restent difficiles à appliquer car il n'existe pas toujours de sanctions efficaces en cas de non-respect des engagements. Ainsi, même si les politiques publiques permettent certaines avancées, leur efficacité reste partiellement limitée par les difficultés de coopération internationale et les contraintes économiques.

### Conclusion rédigée

Les pouvoirs publics disposent donc de nombreux instruments pour lutter contre le changement climatique : fiscalité écologique, quotas carbone, réglementations ou investissements publics. Les résultats obtenus dans certains pays développés montrent que ces politiques peuvent être efficaces pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Cependant, leur efficacité reste limitée à l'échelle mondiale en raison des inégalités de développement, des coûts économiques de la transition écologique et des difficultés de coopération internationale. La lutte contre le changement climatique suppose donc une action collective durable et coordonnée entre les États.

Documents officiels :

Sujet PDF : <https://sujets-corriges-bac.fr/wp-content/uploads/2026/05/spe-sciences-eco-sociales-2026-amerique-nord-2-sujet-officiel.pdf>

Corrigé PDF : <https://sujets-corriges-bac.fr/wp-content/uploads/2026/05/corrige-ses-2026-amerique-nord-jour2.pdf>